

Le plan Macron, ce n'est pas le nouveau monde, c'est un retour vers le futur



C'est dans les faits un plan Macron-Sarkozy: un bouclier fiscal pour les plus riches, la défiscalisation des heures supplémentaires et une prime de Noël aléatoire.

Sans justice fiscale, ce sont les Français eux-mêmes qui se paient leurs augmentations de pouvoir d'achat.

Il y avait une autre voie. Un plan à 25 milliards d'euros, mobilisables immédiatement: 5 milliards (suppression de la flat tax, retour de l'ISF) et 20 milliards (annulation du doublement du CICE en 2019).



SMIC: une hausse en trompe-l'œil!

Ce n'est pas une augmentation de 100€, c'est un tour de passe-passe qui cumule:

- la revalorisation automatique appliquée au SMIC (20 euros).
- les hausses de la prime d'activité déjà planifiées (60 euros), tout juste anticipées et applicables aux seuls allocataires, donc pas à tous les smicards.

Le président veut qu'il n'en coûte rien à l'employeur. C'est donc l'État qui paie. Mais sans révision de la fiscalité des hauts revenus, ce sont en réalité les Français qui se paient leur hausse de pouvoir d'achat tout seuls.



Défiscalisation des heures supplémentaires: qui paie la facture ?

- C'est l'État qui paie: donc là encore, sans justice fiscale, **ceux qui paieront la facture seront les retraités, les chômeurs, les salariés qui ne font pas d'heures supplémentaires.**
- **RAPPEL:** la défiscalisation des heures supplémentaires a déjà été mise en œuvre sous Sarkozy: 4 milliards de coût, 100 000 emplois perdus.
(C. Castaner, le 11/09/2013)



La prime de Noël (défiscalisée): un mirage

Elle est laissée au bon vouloir des entreprises, ce qui se traduira par **de grandes inégalités** entre salariés.

AU FINAL, QUI FINANCE ?

La baisse de recettes s'imputera d'abord sur l'assurance chômage et la sécurité sociale. Les salariés seront demain les premières victimes de la baisse de recettes se traduisant inéluctablement par une baisse des droits. Finalement, ce sont tous les Français, sauf les plus riches, qui seront impactés, par les mesures annoncées.



La désindexation des retraites

- Pas de hausse de CSG jusqu'à 2 000€ de revenus, mais les rémunérations perçues par les retraités continueront d'augmenter moins vite que la hausse des prix, comme le gouvernement l'a décidé.
- **RÉSULTAT:** l'an prochain, la progression automatique des pensions sera de 0,3%, au lieu de 1,6%. Même chose pour 2020.
- **Au total, les retraités sont une variable d'ajustement budgétaire:** avec cette désindexation, le gouvernement compte économiser 5,2 milliards d'euros sur deux ans, dont 2,8 milliards en 2019.



Un grand débat national pour rien

- Le président évoque dans le plus grand flou un grand débat national pour un nouveau contrat avec la nation. **Rien dans ses propos n'en dessine un contenu concret favorable au monde du travail.**
- S'il a peut-être compris la colère et les conséquences de ses errements, à aucun moment il ne laisse entrevoir un **changement de politique.**
- Loin de tout programme de réforme, il prépare une opération de communication et une **tournée des maires** qui s'apparentera aux « entrées royales » de jadis.



Les grands oubliés

- Les salariés et la valorisation du travail.
- La réforme fiscale et la redistribution ignorés avec la confirmation de la suppression de l'ISF et des autres cadeaux faits aux plus riches – dont la flat tax, le CICE et son doublement qui représentent 20 milliards de dépenses nouvelles enclenchées en 2019 sans bénéfice avéré.
- L'écologie, la transition énergétique, ni évoquées, ni financées, ni accompagnées.
- Les services publics qui ne bénéficient d'aucun engagement nouveau.
- L'hôpital et les maisons de retraite, lieux de souffrance au travail et de pénurie de ressources humaines.
- L'école, les lycées, et l'université, sous-dotées, et où l'investissement par élève baisse chaque année. Plus largement, la jeunesse ignorée et passée sous silence.
- Les collectivités locales, loin de la « République des territoires ». Les maires sont tout juste conviés à rencontrer le président en région.

CE QUE NOUS DEMANDONS

- ▶ Une politique pour tous, pas pour quelques-uns
- ▶ Une redistribution des richesses et une meilleure rémunération du travail, la fin des cadeaux faits aux plus riches, une mobilisation contre la pauvreté
- ▶ Un accès facilité aux services publics, à la santé et à l'éducation, pour tous et partout, en priorité dans tous les territoires fragilisés, ruraux et quartiers populaires
- ▶ Une transition écologique et énergétique ambitieuse, juste socialement, et synonyme de meilleure qualité de vie pour tous
- ▶ Un pacte entre l'État et les territoires qui traduise une relation de partenariat et de confiance dans une « République décentralisée »



Vous aviez dans la réponse à cette crise une occasion de réconcilier les Français. De récréer de l'unité. De fédérer autour d'un projet revisité. Vous avez fait le choix d'en revenir aux recettes éculées. C'est cette politique que jeudi nous allons censurer.»

Olivier Faure,
Questions au gouvernement, le 11 décembre 2018.